



HAL
open science

L'Europe centrale et orientale à l'épreuve de la récession dans la zone euro. Panorama économique

Jean-Pierre Pagé

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Pagé. L'Europe centrale et orientale à l'épreuve de la récession dans la zone euro. Panorama économique. Les Études du CERI, 2013, n° 201, pp.4-10. hal-04362354

HAL Id: hal-04362354

<https://sciencespo.hal.science/hal-04362354>

Submitted on 13 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

L'Europe centrale et orientale à l'épreuve de la récession dans la zone euro

Panorama économique

Jean-Pierre Pagé

Dans le *Tableau de bord* daté de 2009, nous écrivions que les pays de l'Europe centrale et orientale étaient « touchés mais pas coulés ». Quatre ans après, ce diagnostic est toujours valable. Tandis que la zone euro s'est enfoncée dans une crise qui peine à se terminer, les PECO présentent dans leur majorité des niveaux de dettes et de déficits publics tout à fait soutenables, et leur activité économique reste nettement plus normale que celle qui prévaut en Europe occidentale. Mais leur commerce extérieur a été touché par les conséquences de la crise qui ébranle cette dernière et, hormis certains d'entre eux, ils sont dans l'impossibilité de retrouver les rythmes de croissance et de rattrapage du niveau de vie européen qui prévalaient auparavant. Les taux de chômage s'en ressentent et demeurent, dans l'ensemble, relativement élevés. Même si leur situation macroéconomique est toujours globalement moins dégradée que celle de la zone euro, avec une croissance estimée à 0,8 % en 2013 comme en 2012, ces pays souffrent de l'état de son économie, en récession en 2013 de 0,4 % à 0,7 % selon les estimations.

Dans son rapport biannuel de mars 2013, le WIIW résumait bien cette situation, en soulignant que la récession de la zone euro constituait un frein à la croissance économique des nouveaux membres de l'Union européenne. Il ajoutait que « tout se passe comme si ces petites économies ouvertes étaient l'otage de la politique excessive d'austérité menée par la zone euro ».

On retrouve, d'une manière générale, une constante que l'on relève depuis plusieurs années, à savoir l'impact sur la croissance de la faiblesse de la demande domestique, amplifié, pour les nouveaux membres de l'UE, par la contagion, implicite ou explicitée par les procédures pour déficits excessifs, de la politique d'austérité, que ne vient pas suffisamment compenser un commerce extérieur anémié par l'assèchement de la demande émanant de la zone euro. Dans ces conditions, le climat des affaires reste hésitant, l'investissement privé est découragé par la perspective d'un avenir médiocre et incertain, tandis que l'investissement public est mis à mal par la prudence qui reste de mise en ce qui concerne tout ce qui affecte les finances publiques.

La question de la dépendance des économies des pays de l'Europe centrale et orientale vis-à-vis de celle de la zone euro se pose donc plus que jamais. Les limites des tentatives des pays d'Europe centrale pour y échapper par des actions propres en témoignent, comme on le verra dans le chapitre consacré à cette région.

Des solutions existent malgré tout pour réduire cette dépendance, comme en ont témoigné par exemple les intervenants à un colloque consacré à la Pologne, organisé conjointement par la Société historique et littéraire polonaise et l'Inalco les 7 et 8 novembre 2013 à Paris. Jerzy Osiatynski, conseiller économique du président de la République polonaise, y a souligné que son pays avait réussi à conserver une croissance importante en fondant sa politique économique sur deux leviers : la flexibilité d'un taux de change que la Pologne a pu faire évoluer en fonction de la situation, sans en abuser, et ce qu'il a appelé « une impulsion budgétaire ». De fait, la Pologne, qui a vu son déficit des finances publiques se creuser fortement, comme tous les pays de l'UE, en 2009 sous l'effet d'une politique de soutien économique mise en œuvre pour remédier au risque de blocage créé par la crise financière, n'a pas cherché à réduire trop vite ce déficit qui est resté au niveau de 8 % du PIB jusqu'à la fin de 2010. Au contraire, les fonds publics se sont conjugués avec les apports de fonds européens pour financer les dépenses d'infrastructures, ce qui a constitué un solide soutien à l'activité économique.

Au-delà de la constante relevée et de ce cas d'école, il faut convenir que l'on observe une grande diversité dans la manière dont chaque pays réagit à la crise de la zone euro. On distingue quatre groupes au sein des PECO : l'Europe centrale, l'Europe balte, un sous-ensemble constitué par la Bulgarie et la Roumanie, et les pays des Balkans occidentaux.

Au sein même des pays d'Europe centrale, qui figurent parmi les premiers – à l'exception de la Croatie – à avoir adhéré à l'Union européenne, on discerne une grande diversité de situations, qui tient à ce que deux d'entre eux ont intégré la zone euro, et à ce que les politiques économiques qu'ils ont menées ont été très différentes.

Au sein de la zone euro, la Slovaquie et la Slovénie sont directement affectées par la crise qui la frappe, mais connaissent des sorts très différents. La Slovénie a paradoxalement souffert de ce que sa transition en douceur, présentée comme une réussite exemplaire, ne lui a pas donné les armes pour lutter contre cette crise. En effet, les caractéristiques de sa société cogérée où prédominent encore les entreprises et banques publiques, et sa pratique du consensus la prédisposaient mal à faire appliquer les règles budgétaires rigoureuses et les réformes en vigueur dans la zone. Elle est actuellement toujours dans une situation critique avec une dette publique qui a considérablement augmenté sous le poids des restructurations et des recapitalisations de banques restées publiques. Elle est tombée dans le piège où se trouvent les pays de l'Europe du Sud et se débat pour en sortir. La Slovaquie a pour sa part bénéficié de plusieurs atouts majeurs : les performances à l'exportation de ses entreprises automobiles, filiales de grands groupes internationaux, qui lui ont permis de résister à la crise après les difficultés qu'elle a connues en 2009, la bonne qualité d'une main-d'œuvre au coût très bon marché, et des finances publiques assainies. Sa dépendance excessive à l'égard du secteur automobile constitue son point faible, même si elle n'en a pas subi les inconvénients jusqu'ici.

Les autres pays qui, en conservant la maîtrise de leur politique monétaire grâce au levier du taux de change de leur monnaie, disposent toujours d'une liberté de manœuvre, n'ont pas tous réagi de la même façon.

On a vu que la Pologne, qui avait bénéficié au début de la transition d'une conséquente remise de sa dette, a réussi, même si sa croissance a fini par fléchir, à se déconnecter de la crise en agissant sur les deux leviers, budgétaire et monétaire. Elle constitue aujourd'hui une exception, saluée par les marchés, dans une Europe engluée dans la récession. A l'opposé, le gouvernement d'inspiration néolibérale de la République tchèque, en optant pour une stricte politique de rigueur que la situation de ses finances publiques n'imposait nullement, n'a abouti qu'à plonger son pays dans une récession inutile dont il n'est pas encore sorti, mais que l'alternance politique, issue des dernières élections, pourrait lui permettre de quitter. La Hongrie quant à elle présente un troisième cas de figure encore très différent. Pénalisée par l'héritage d'une dette publique très conséquente que le pays n'a pas cherché à alléger au début de la transition, et par la politique financière irresponsable du gouvernement Gyurcsany, elle ne parvient toujours pas à trouver le bon équilibre entre relance de la croissance par la demande et rééquilibrage des finances publiques. La Croatie constitue un cas à part. Elle fait maintenant partie de l'Union européenne, mais les efforts qu'elle a dû fournir pour y parvenir l'ont épuisée. Par beaucoup d'aspects, son économie s'apparente toujours à celles du groupe des « Balkans de l'Ouest » qu'elle vient de quitter.

Les Etats baltes composent un groupe très différent et beaucoup plus homogène, ne serait-ce qu'en raison de leur appartenance commune précédente à l'Union soviétique. Ils se singularisent par une croissance nettement plus élevée que celle de la plupart des autres PECO et par leur volonté d'intégrer la zone euro, au moment où celle-ci connaît de graves difficultés et malgré les sévères contraintes que la Commission européenne leur a imposées pour ce faire. Alors que l'Estonie y est parvenue avec succès, la Lettonie, selon toute vraisemblance en deviendra membre l'année prochaine malgré quelques réticences de sa population, et la Lituanie se prépare à la suivre.

Plusieurs facteurs expliquent cette volonté. Le premier est leur crainte absolue de retomber dans l'orbite russe, qui explique la persévérance dont ils ont fait preuve et la patience de leurs populations face aux épreuves qu'elles ont endurées. Le deuxième est leur proximité géographique d'une Europe du Nord beaucoup moins touchée par la crise que l'Europe du Sud, et les liens entre leurs systèmes financiers et les florissantes banques septentrionales. A aucun moment, même au pire de la crise, ces pays n'ont été abandonnés par leurs tuteurs nordiques. Or leur parcours économique n'a pas été linéaire et ils ont connu un très sérieux à-coup, au moment où une crise résultant d'une accélération non-maîtrisée de leur développement et d'un laxisme momentané dans la conduite de la politique économique s'est superposée à la crise financière qui touchait l'ensemble du monde occidental. Le stoïcisme de leurs populations leur a alors permis de supporter des politiques de redressement très sévères, avant de reprendre le chemin de la croissance qu'ils suivent toujours. Ce parcours leur a conféré, un peu trop vite, un statut de modèles à suivre pour l'Europe tout entière. En effet, comme on le verra dans le chapitre rédigé par Céline Bayou, ce « modèle » présente quelques ombres. On occulte en particulier souvent le fait que le faible taux de chômage enregistré dans ces pays s'explique pour une large part par une forte émigration. Et si ce phénomène n'est pas spécifique à l'Europe balte et se retrouve à un niveau comparable en moyenne dans l'UE, les enquêtes sur les écarts de richesse réalisées en 2013 par les instances européennes mettent en évidence un niveau élevé d'insatisfaction des populations qu'il ne faudrait pas négliger, au fur et à mesure que ces écarts se creusent.

Le troisième groupe réunit deux pays, la Bulgarie et la Roumanie, qui ont adhéré à l'Union en 2007 sans avoir réalisé les transformations sociales et structurelles qu'avaient accomplies les pays d'Europe centrale et les Etats baltes, comme en témoignent leurs difficultés à absorber les fonds européens, malgré une timide accélération en fin de période dans ce domaine. Tout se passe comme s'ils étaient arrivés trop tôt dans l'Union. Confrontés au défi de la restructuration de leur système énergétique, ils peinent pour se maintenir à flot, comme on le verra dans le chapitre rédigé par Edith Lhomel. Chacun a des caractéristiques particulières : la Bulgarie, prise dans le corset du *currency board*, réussit en matière de politique budgétaire au détriment de son développement économique, tandis que la Roumanie évolue de manière plus chaotique, mais aussi, à certains égards, plus dynamique. Par bien des aspects, ces deux pays ont encore des points communs avec les pays du groupe des Balkans Occidentaux.

Ce dernier réunit des pays issus, pour l'essentiel, du démembrement de l'ex-Yougoslavie. Ils ont donc dû apprendre à devenir des Etats indépendants sans les institutions nécessaires – comme en témoigne, de façon presque caricaturale, le cas de la Bosnie-Herzégovine – et ont connu de terribles conflits dévastateurs pour les hommes et leurs économies. Ils sont aujourd'hui dans une situation difficile : après avoir connu une phase euphorique de croissance et de rattrapage avant 2009, qui a précipité vers eux les investissements directs étrangers, mais également gonflé l'endettement et les déséquilibres extérieurs, ils ont subi un coup d'arrêt lors de l'éclatement de la crise financière de 2008-2009, et éprouvent depuis lors de grandes difficultés pour consolider leurs fragiles économies dans le contexte de la prolongation de cette crise. Il a fallu une coalition des grandes institutions financières (connue sous le nom d'Initiative de Vienne) pour contrecarrer les tentations de rapatriement des fonds bancaires depuis les filiales locales vers les maisons mères en Occident. Toujours à la recherche d'une identité et d'une indépendance fiables, ces pays placent tous leurs espoirs dans l'intégration à l'Union européenne. Comme on le verra dans le chapitre rédigé par Catherine Samary, le processus en cours demeure toutefois menacé par deux dynamiques contraires : la persistance, voire la renaissance de courants nationalistes, et l'apparition d'une « troisième voie », entre l'acceptation de l'UE et les replis nationalistes, portée par la radicalisation d'une nouvelle génération déçue par l'attitude actuelle de l'Union européenne, qui se manifeste au travers de mouvements sociaux.

Le cas des « Balkans occidentaux » est à bien des égards exemplaire de l'ambiguïté qui prévaut actuellement en Europe. L'Union européenne, malgré ses difficultés, reste pour tous les pays d'Europe centrale et orientale un idéal et un but en soi. Pour ces pays, c'est dans l'Union que tous les objectifs de développement économique et social devraient trouver leur accomplissement, que tous les conflits, toutes les rémanences issues des vieilles querelles nationales devraient trouver leur solution. Or aujourd'hui, cette Europe, l'Europe de l'UE, et, plus encore, son noyau de la zone euro, engluée dans ses contradictions, apparaît absente, silencieuse. Aux populations qui lui demandent un meilleur niveau de vie, plus de justice sociale et moins d'inégalités, elle répond par ses exigences d'austérité et alimente ainsi dangereusement les manifestations, les révoltes de citoyens qui se sentent abandonnés. Répondre à cela, leur donner espoir, c'est là le défi de l'Union Européenne aujourd'hui.

Tableaux synthétiques Europe centrale et orientale

Croissance du PIB - Croissance des prix à la consommation

| | Croissance du PIB en % par rapport à l'année précédente | | | | | Croissance des prix à la consommation en % par rapport à l'année précédente | | | | |
|---------------------------|--|------|------|------|----------|--|------|------|------|----------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 (p) | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 (p) |
| Bulgarie | -5,5 | 0,4 | 1,8 | 0,8 | 0,5 | 2,5 | 3 | 3,4 | 2,4 | 1 |
| Croatie | -6,9 | -2,3 | 0 | -2 | -1 | 2,4 | 1,1 | 2,3 | 3,4 | 3,5 |
| Estonie | -14,1 | 3,3 | 8,3 | 3,2 | 1,5 | 0,2 | 2,7 | 5,1 | 4,2 | 3,4 |
| Hongrie | -6,8 | 1,3 | 1,6 | -1,7 | 0,9 | 4 | 4,7 | 3,9 | 5,7 | 2,1 |
| Lettonie | -17,7 | -0,9 | 5,5 | 5,6 | 3,8 | 3,3 | -1,2 | 4,2 | 2,3 | 0,4 |
| Lituanie | -14,8 | 1,5 | 5,9 | 3,7 | 3,6 | 4,2 | 1,2 | 4,1 | 3,2 | 1,5 |
| Pologne | 1,6 | 3,9 | 4,5 | 1,9 | 1 | 4 | 2,7 | 3,9 | 3,7 | 1 |
| Roumanie | -6,6 | -1,1 | 2,2 | 0,7 | 2 | 5,6 | 6,1 | 5,8 | 3,4 | 4,2 |
| Slovaquie | -4,9 | 4,4 | 3,2 | 2 | 1 | 0,9 | 0,7 | 4,1 | 3,7 | 1,6 |
| Slovénie | -7,8 | 1,2 | 0,6 | -2,3 | -2,9 | 0,9 | 2,1 | 2,1 | 2,8 | 2,5 |
| Rép. tchèque | -4,5 | 2,5 | 1,9 | -1,3 | -1,3 | 0,6 | 1,2 | 2,2 | 3,5 | 1,5 |
| Albanie | 3,3 | 3,8 | 3,1 | 1,5 | 2,3 | 2,3 | 3,6 | 3,4 | 2 | 2 |
| Bosnie-Herzégovine | -2,8 | 0,7 | 1 | -0,7 | 1 | -0,4 | 2,1 | 3,7 | 2,1 | 1,5 |
| Macédoine | -0,9 | 2,9 | 2,8 | -0,2 | 2 | -0,8 | 1,6 | 3,9 | 3,3 | 3 |
| Monténégro | -5,7 | 2,5 | 3,2 | -0,5 | 2 | 3,4 | 0,5 | 3,1 | 4,1 | 3 |
| Serbie | -3,5 | 1 | 1,6 | -1,7 | 1,4 | 8,6 | 6,8 | 11 | 7,8 | 6 |
| Kosovo | 3,5 | 3,2 | 4,5 | 2,1 | 3 | -2,4 | 3,5 | 7,3 | 2,5 | 3 |

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays

(p) : prévision

Tableaux synthétiques

Europe centrale et orientale

Dettes publiques - Solde des finances publiques

| | Dettes publiques en % du PIB | | | | | Solde des finances publiques en % du PIB | | | | |
|---------------------------|---------------------------------|------|------|------|----------|---|------|------|------|----------|
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 (p) | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 (p) |
| Bulgarie | 14,6 | 16,2 | 16,3 | 18,5 | 20 | -4,3 | -3,1 | -2 | -0,8 | -3 |
| Croatie | 35,8 | 42,6 | 47,2 | 53 | 57 | -4,7 | -5,2 | -5,7 | -3,8 | -5,5 |
| Estonie | 7,2 | 6,7 | 6,2 | 10,1 | 11 | -2 | 0,2 | 1,2 | -0,3 | -0,5 |
| Hongrie | 79,8 | 81,8 | 81,4 | 79,2 | 78 | -4,6 | -4,4 | 4,2 | -2 | -3 |
| Lettonie | 36,9 | 44,4 | 41,9 | 40,7 | 43 | -9,7 | -8,1 | -3,6 | -1,2 | -0,5 |
| Lituanie | 29,3 | 37,9 | 38,5 | 40,7 | 40,2 | -9,4 | -7,2 | -5,5 | -3,3 | -2,3 |
| Pologne | 50,9 | 54,8 | 56,2 | 55,6 | 56,5 | -7,4 | -7,9 | -5 | -3,9 | -4 |
| Roumanie | 23,6 | 30,5 | 34,7 | 37,8 | 36 | -9 | -6,8 | -5,6 | -2,9 | -2,7 |
| Slovaquie | 35,6 | 41 | 43,3 | 52,1 | 54,8 | -8 | -7,7 | -5,1 | -4,3 | -3 |
| Slovénie | 35 | 38,6 | 46,9 | 54,1 | 62 | -6,2 | -5,9 | -6,4 | -4 | -8 |
| Rép. tchèque | 34,2 | 37,9 | 41 | 45,9 | 46,9 | -5,8 | -4,8 | -3,3 | -4,4 | -3,5 |
| Albanie | 59,7 | 58,2 | 58 | 58,6 | 59,9 | -7 | -3,1 | -3,6 | -3,4 | -5 |
| Bosnie-Herzégovine | 36,2 | 39,6 | 40,7 | 43,1 | 43 | -4,4 | -2,5 | -1,3 | -3 | -2,5 |
| Macédoine | 31,7 | 34,8 | 35 | 36 | 36 | -2,7 | -2,4 | -2,5 | -3,9 | -2,5 |
| Monténégro | 38,2 | 40,9 | 45,9 | 51,9 | 52 | -3,6 | -3 | -1,3 | -0,4 | -1 |
| Serbie | 34,7 | 44,5 | 49 | 58,9 | 65 | -4,5 | -4,7 | -5 | -6,4 | -6 |
| Kosovo | 6,2 | 6,1 | 5,3 | 6,2 | 6,9 | 4,1 | -1,3 | -0,2 | -1,2 | -1 |

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays

(p) : prévision

Tableaux synthétiques Europe centrale et orientale

Taux de chômage en % de la population active, moyenne annuelle, méthode enquêtes emploi, concept du BIT

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 (p) |
|---------------------------|------|------|------|------|----------|
| Bulgarie | 6,8 | 10,2 | 11,2 | 12,3 | 13 |
| Croatie | 9,1 | 11,8 | 13,5 | 15,8 | 17,5 |
| Estonie | 13,8 | 16,9 | 12,5 | 10,2 | 9 |
| Hongrie | 10 | 11,2 | 10,9 | 10,9 | 11 |
| Lettonie | 17,1 | 18,7 | 15,4 | 14,9 | 12 |
| Lituanie | 13,7 | 17,8 | 15,4 | 13,3 | 12 |
| Pologne | 8,2 | 9,6 | 9,7 | 10,1 | 11 |
| Roumanie | 6,9 | 7,3 | 7,4 | 7 | 7,5 |
| Slovaquie | 12 | 14,4 | 13,5 | 14 | 14,5 |
| Slovénie | 5,9 | 7,3 | 8,2 | 8,9 | 11 |
| Rép. tchèque | 6,7 | 7,3 | 6,7 | 7 | 7,6 |
| Albanie | 13,8 | 14,2 | 14,3 | 14 | 14 |
| Bosnie-Herzégovine | 24,1 | 27,2 | 27,6 | 28 | 28 |
| Macédoine | 32,2 | 32 | 31,4 | 31,6 | 29 |
| Monténégro | 19,3 | 19,6 | 19,7 | 19,7 | 20 |
| Serbie | 16,1 | 19,2 | 23 | 24 | 25 |
| Kosovo | 45,4 | 45,1 | 44,8 | 30,9 | 31 |

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays
(p) : prévision